LA DÉFENSE
DES
VICTIMES POLITIQUES

Bulletin des Groupes d'Action contre la répression et la terreur

DIRECTION :
55, rue du Fg Montmartre, Paris-9e
Téléph. : Trudaine { 77-41 / 77-42

~~Vendredi 30 Juillet I92~~[illegible].

SOMMAIRE DU N°7.-

-:-:-:-:-:-:-:-

POLOGNE

LE MOUVEMENT POUR L'AMNISTIE.-

La campagne pour l'amnistie se développe; malgré quelques résistances, elle dépasse déjà, en Pologne même, les masses ouvrières et gagne une partie de la bourgeoisie.

Ces derniers temps, des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers ont encore manifesté et exigé l'amnistie immédiate.

Entre autres, citons:

La résolution du congrès du parti socialiste allemand à L... r.

La résolution des professeurs juifs des écoles d'Etat.

Une série de meetings d'ouvriers.

II meetings où participaient vingt mille paysans.

La résolution de la Société des Gens de lettres juifs.

La résolution de l'assemblée générale des anciens prisonniers politiques.

La résolution de la conférence de tous les groupements professionnels du Centre Industriel de Zawiercie, qui représente huit mille ouvriers.

L'ATTITUDE DES INTELLECTUELS.-

Le romancier polonais bien connu, Jules Kaden-Bandvowski, a adressé une lettre ouverte au ministre de la justice Makousti. En termes très forts et très émouvants, il exige la libération immédiate des prisonniers politiques.

LE MINISTRE BARTEL REPOND A LA CAMPAGNE POUR L'AMNISTIE.-

A la séance de la Diète du I9 Juillet, le président du Conseil, Bartel, dans un exposé sur la politique générale du gouvernement, a fait encore des promesses de changer de politique envers les minorités nationales et de ne se guider désormais que par le véritable intérêt économique du pays.

En répondant aux interventions des députés sur les prisonniers politiques, il a dit:

"Nous ne pouvons pas donner l'amnistie à l'étranger. Mais le gouvernement a l'intention de liquider les procès, faits pour un motif national, politique ou religieux depuis le permier avril I925, sur la proposition des procureurs et individuellement."

Encore des promesses et des "intentions"

La voie à de nouveaux abus est ouverte. Quelques "graces" accordées çà et là, individuellement, à des prisonniers que le gouvernement choisira, ne résolvent pas la question des 6.000 détenus, des illégalités sans nombre, des atrocités que la police, impunément a commises et commet encore tous les jours. Ce qu'il faut, c'est mettre fin au règne de l'illégalité et à la terreur de la police, par une série de mesures énergiques et claires, par la suppression des lois inhumaines et barbares qui permettent d'enfermer des hommes pour des années, rien que pour leurs opinions politiques ou religieuses. Les gouvernements antérieurs aussi ont fait des promesses et le résultat nous est bien connu. La Pologne est devenue un véritable enfer.

La même chose s'applique à la question des minorités nationales. Point n'est besoin de faire des promesses hypocrites et d'envoyer des circulaires inefficaces. Ce qu'il faut, ce sont des mesures qui rendent toutes les persécutions impossibles.

Il ne faut donc pas être trompé par ces déclarations des ministres.

Il ne faut pas oublier que les cabinets précédents ont dit des choses pareilles. Le prolétariat international, les intellec-

[illegible]

national, politique ou religieux depuis le premier avril 1983, que la proposition des [illegible] et [illegible] actuellement.

Encore des promesses et des "interprétations"

La voie à ce nouveaux abus est ouverte. Quelques "grâces" accordées çà et là, individuellement, à des prisonniers que le gouvernement choisira, ne résolvent pas la question des [illegible] détenus. L'illégalité d'un nombre [illegible] que la police, impunément [illegible] commises et compte encore tous les jours. Ce qu'il faut, c'est de mettre fin au règne de l'illégalité et à la terreur de la police, une série de mesures énergiques et claires, par la suppression des lois inhumaines et barbares qui permettent d'emprisonner pour des années, rien que pour leurs opinions politiques ou [illegible]. Les gouvernements antérieurs aussi ont fait des promesses et le résultat nous est bien connu. La Pologne est devenue [illegible].

La même chose s'applique à la [illegible] des [illegible]. Point n'est besoin de faire des promesses, [illegible] et de voter des circulaires inefficaces. Ce qu'il faut, ce sont des actes qui rendent toutes les persécutions impossibles.

Il ne faut donc pas être trompé par des déclarations du ministre.

Il ne faut pas oublier que les ministres précédents ont fait des promesses pareilles. [illegible] international, les [illegible]

tuels honnêtes qui luttent pour l'amnistie en Pologne exigent non des déclarations, mais des actes.

LE GOUVERNEMENT POLONAIS VEUT ETOUFFER LE CRI DES OPPRIMES.-

I°-SAISIES. Par ordre du commissaire du gouvernement, la police a saisi hier la deuxième édition (la première avait déjà été saisie) de la brochure " L'amnistie pour les prisonniers politiques" On a saisi aussi le journal hebdomadaire " La justice" N°24 et édité à Katowitz.

2°-Le tribunal de Wilno a confirmé la saisie des journaux "Tog" et de la revue blanc-russienne "Bialoruskaïa Sprawa"

3°-ARRESTATIONS. On a arrêté à Varsovie 4 membres des jeunesses communistes. La perquisition faite chez eux a découvert des appels et des griffes de caoutchouc avec l'inscription " Libérez les prisonniers politiques"

4°-EMPRISONNEMENTS. Le rédacteur du journal "Eveil de la Jeunesse" a été condamné à un an de prison pour avoir publié dans son journal un article intitulé " Qu'est-ce que le socialisme" Un tel " crime " ne peut naturellement rester impuni même après la révolution morale.

LA POLICE A L'OEUVRE.-

Dans un meeting électoral organisé le I8 Juillet à Wilno par les métallurgistes, le président a voulu mettre aux voix une résolution exigeant l'amnistie pour les prisonniers politiques. Les représentants de la police qui se trouvaient dans la salle ont empêché de voter, si bien que la foule n'a pu donner son approbation qu'en applaudissant. Lorsque le député blanc-russien Miatlo a voulu prendre la parole, la police a dissous la réunion. Il faut ajouter que malgré les 80 % d'ouvriers juifs présents au meeting, on n'a pas laissé les orateurs parler en yidisch.

RESOLUTION DEMANDANT L'AMNISTIE.-

Le conseil municipal de Kolo, à sa séance du I4 Juillet, pris une résolution qui exige l'amnistie immédiate pour les prisonniers politiques. Plusieurs députés de droite ont voté pour la résolution

UN APPEL DES PRISONNIERS POLITIQUES AU PEUPLE POLONAIS.-

Les prisonniers politiques, détenus dans les grandes prisons de Varsovie, Lodz et Bendzin, ont lancé des appels au peuple polonais en lui demandant de continuer la lutte pour l'amnistie générale.

Ces appels imprimés par milliers d'exemplaires et répandus par les soins du secrétariat commun des partis de la gauche ouvrière et paysanne ont produit une profonde impression parmi les masses populaires surtout dans les villes où les prisonniers sont détenus.

UN CRIME DE LA POLICE.-

Baranovitchi est un canton célèbre; depuis que les polonais y sont installés, les habitants paisibles de ce pays, se trouvent dans une véritable chambre de tortures. Certains commandants de police, certains détectives ont même acquis une gloire sinistre et on se souviendra longtemps des férocités monstrueuses, des massacres qui s'y accomplissent journellement. Dans la diète, interpellations vont sur interpellations, promesses, sur promesses, et depuis bientôt 8 ans, rien n'est changé!.. Les mêmes personnages continuent à exercer la même terreur sadique.

Le 9 Juillet dernier, la police a pénétré dans un atelier de tapisserie et a déclaré à l'ouvrier Delatitzki, qu'il était arrêté

On l'a amené dans son logement, mais la perquisition n'a donné aucun résultat. Déjà la police était en train de faire le procès-verbal constatant que rien n'avait été trouvé, lorsqu'un autre agent de police est entré portant un paquet de littérature communiste qu'il aurait trouvé sous le seuil de la porte d'entrée!... On s'est mis immédiatement à faire un autre procès-verbal, mais les témoins n'ont pas voulu le signer, car personne n'a vu comment l'agent avait trouvé son paquet de littérature communiste. Malgré cela, on a mis aux chaines le jeune ouvrier innocent et on l'a enfermé.

Un voisin s'est adressé au père du jeune homme en déclarant qu'il était témoin de la manière dont l'agent de police avait procédé pour "trouver" le paquet de littérature. Le nom de cet agent est connu.

L'HISTOIRE DE SIELANKIEWICZ.-

Nous venons d'apprendre que l'ancien rédacteur du "Plug" condamné, il y a deux ans, à IO ans de travaux forcés, vient d'être gracié, à la suite de démarches faites en sa faveur par quelques députés.

Voici l'histoire de ce Sielankiewicz, histoire qui illustre les méthodes du gouvernement polonais à l'égard de l'opposition.

Depuis la publication du "Plug" son rédacteur subissait les chicanes de la police, on l'avait arrêté à plusieurs reprises, mais chaque fois on a été obligé de le libérer, faute de preuves. On n'avait aucun prétexte nécessaire pour fermer son journal et pour en condamner le rédacteur.

Enfin, un beau jour, la police arrête Sielankiewicz, et lui présente un paquet d'imprimés communistes, qu'on aurait trouvé dans son escalier, devant la porte d'entrée de son logis. Cette fois-ci la "preuve" a été trouvée!.. Et c'est cette preuve qui a suffi pour le condamner à IO ans de travaux forcés.

Maintenant, après un martyre de deux ans, au cours desquels, Sielankiewicz, a fait quelques grèves de la faim, on daigne le"gracier".

VERDICT SCANDALEUX.-

VARSOVIE:Mosrek Hersz Stalkooski accusé de sympathiser avec le communisme et de coller des affiches et des appels communistes a été condamné le 20 Juillet I926, à un an et demi de forteresse.

CONDAMNATION DES CHOMEURS ET INCIDENTS A LA LECTURE DU VERDICT.-

Lublin, le I6 Juillet.On a prononcé aujourd'hui le verdict dans l'affaire de 23 prsonnes accusés de prendre part aux manifestations de chômeurs, qui ont eu lieu au mois d'Avril. L'un des accusés a été condamné à 2 ans de prison, un autre à I an et demi, onze à un an, sept à six mois, deux à trois mois. On n'a pas compté la prison préventive.

Pendant la lecture du verdict, le public s'est mis à pousser des cris, une partie des femmes a eu des crises nerveuses. La police n'a réussi à calmer le public qu'en partie.

APRES INOWROCLAW.-

Le "Robonik" du I8 Juillet informe:

Immédiatement après les évènements sanglants de Inowroclaw, où la police avait tiré sur les chômeurs, les autorités de la ville ont profité de cette occasion pour exercer leurs petites vengeances. On a arrêté plusieurs personnalités connues par leurs convictions socialistes.

La répression ne se borne pas là. On empêche toute sorte de réunion. On renvoie de leurs postes les membres des syndicats

ou des partis.

Toute cette répression qui a commencée par des scènes sanglantes a été provoquée par le Conseil Municipal en vue de détourner l'attention du public des abus dont les Conseilleurs municipaux socialistes l'avaient accusée à la dernière séance du Conseil Municipal.

AVANT GOUT DES ELECTIONS POLONAISES.

A la veille des élections, l'organe ukrainien "Dilo" qui a déjà commencé sa propagande, est saisi tous les deux ou trois jours, par les autorités polonaises; les jours où il n'est pas saisi il parait avec des grands blancs.

CHICANES MESQUINES CONTRE LES MINORITES NATIONALES.-

Varsovie, I9 Juillet. Une circulaire de la direction des postes et télégraphes annonce que les télégrammes adressés à Dantzig doivent être payés au tarif pour l'étranger, si le nom de la ville est libellé Danzig (appellation allemande). Si on libelle le nom de cette ville "Gdansk" (nom polonais), le tarif est inférieur.

APRES LE SCANDALE DE LA PRISON DE LOMZA.-

Au commencement du mois de Juillet une grève de la faim a éclaté dans la prison de Lomza. Elle s'était terminée par de graves incidents.

Le procureur Hibner est venu à Lomza et a pris note des déclarations des détenus. Après son départ on a libéré 30 prisonniers politiques sous cautions allant de 100 à 300 sloty.

VERDICT CRIMINEL.-

A Lodz, vingt communistes ont été condamnés à des peines variant entre 2 et 4 ans de travaux forcés.

MENACES CONTRE LES UKRAINIENS.-

A propos de la découverte d'une pseudo-organisation d'espionnage ukrainienne, le " Ilustrowany Kurjer Codrienny" publi un édiditorial, où on menace de répression la minorité ukrainienne. L'auteur de l'article n'est visiblement pas content de "la politique polonaise de conciliation à l'égard des ukrainiens" et fait comprendre que si l'on donne certaines lois aux Ukrainiens, ce n'est qu'une espèce de grâce de la part des polonais et que cela pourrait bien changer.

E T A T S   U N I S

LE GOUVERNEMENT DES ETATS UNIS ET L'AFFAIRE SACCO ET VANZETTI

Le mystère le plus poignant a plané autour du sort que le gouvernement des Etats Unis réservait à Sacco et Vanzetti. Dans la journée de Samedi dernier, plusieurs journaux ont annoncé discrètement, trop discrètement, que des mesures de police sérieuses avaient été prises pour garder l'immeuble de l'ambassade des Etats-Unis, en raison des manifestations qui pourraient se produire à l'annonce de l'exécution des deux innocents qui devait avoir lieu le jour même.

Depuis, on ne savait plus rien. Aucun télégramme des Etats-Unis n'était venu confirmer la nouvelle. La presse faisait la conspiration du silence autour de l'affaire, pour plaire à M.MYRON I.HERRICK.

Aussi à ce moment vivait-on dans l'angoise la plus pénible. Avait-on electrocuté Sacco et Vanzetti ? Déjà deux nouveaux noms s'ajoutaient-ils à la liste des victimes de la réac-

tion internationale ? Ou l'émotion qu'avait suscité la nouvelle avait-elle arrêté la main du bourreau ?

D'après les dernières informations, l'affaire soumise à une révision est renvoyée en Octobre.

Si heureuse que soit cette dernière nouvelle, il n'en faudrait pas moins redoubler d'activité et de vigilance.

Le gouvernement américain a peut-être voulu tater l'opinion publique européenne. Il doit dès maintenant recevoir l'avertissement le plus sévère. C'est un devoir élémentaire pour tous les honnêtes gens que de s'unir étroitement dans leurs organisations politiques et syndicales, dont ils doivent exiger une action immédiate.

UN APPEL DU S.R.I.

Au meeting pour l'unité syndicale qui a eu lieu le Lundi 26 Juillet au Cirque de Paris, M.CORDIER, secrétaire du S.R. français a fait acclamer l'ordre du jour par plus de 10.000 personnes composant l'assistance:

"Au nom du prolétariat parisien, le Secours Rouge International élève une véhémente protestation contre les menaces d'éxécution de Sacco et Vanzetti:

"Après cinq années de détention, au moment même où le gouvernement américain connaît le véritable auteur de l'attentat qui leur est reproché, cette exécution deviendrait un crime dirigé contre tout le prolétariat.

"Si, plaçant leur haine de classe au-dessus de tout sentiment de justice et d'humanité, les dirigeants de Washington, laissaient s'accomplir l'irréparable, ceux-ci porteraient toute la responsabilité du meurthe, et la classe ouvrière, menacée et bafouée, serait en droit d'envisager des moyens de défense pour se prémunir contre de semblables attentats.

"L'émotion ressentie dans ce pays, Samedi dernier, à l'annonce de l'exécution, montre tout l'intéret que porte la population française à la cause de ces deux innocents:

"Le S.R.I. adresse un dernier appel au gouvernement américain pour que toute menace de mort soit écartée de nos camarades et pour demander leur mise en liberté, comme l'exige la plus élémentaire justice.

"S'adressant à tous les travailleurs, le S.R.I. leur rappelle que ce n'est que par l'unité de classe que de semblables crimes pourront être évités. Il les invite à se grouper fortement dans son sein, pour arriver à lutter efficacement contre la répression capitaliste et à apporter leur aide à toutes les victimes de la lutte de classe."

H O N G R I E

LE PROCES RAKOSI-VAGI.-

Le procès de Rakosi et de ses 57 camarades continue à Budapest. L'opinion civilisée mondiale suit avec angoisse ces débats où s'avèrent à chaque instant le courage, la flamme et l'abnégation de tous les accusés. Des plus petits aux plus grands, les inculpés de ce monstrueux complot répondent, avec fermeté et droiture à l'interrogatoire du président. C'en est fini maintenant du questionnaire et du défilé des témoins de l'accusation. La parole sera bientôt, après le procureur, à la défense. Puis ce sera le verdict. Il y aura condamnation. Qui en douterait? La rage est trop ancrée dans le cœur de la réaction hongroise pour qu'elle lâche des adversaires. Ce qu'il faut au moins, c'est éviter que soit donnée une condamnation à mort.

Pour cela la protestation de tous les gens honnêtes doit s'élever plus ardente,parce que cette peine capitale, n'est pas du tout écartée. Au contraire. Aussi lira-t-on avec intéret l'article, publié ci-dessous, extrait du journal libéral anglais " Manchester Auardian" qui montre qu'en principe elle est déjà un fait.

"Le procès de Rakosi et de ses cinquante co-accusés comparé avec le procès des faux monnayeurs du franc est une épopée audacieuse. L'intéret public dans le procès des faux monnayeurs était très grand et la salle du tribunal archi-comble. L'intérêt public au procès Rakosi est infime et la salle à moitié vide.

Mais l'intérêt va croissant, non parce que le procès serait sensationnel, mais à cause des déclarations et de l'attitude des prisonniers. En Hongrie, il n'y a pas de liberté de parole, pas de liberté de réunion, pas de presse libre, pas de liberté politique. Mais dans les procès politiques les idées politiques sont exprimées avec une certaine liberté par les accusés et la défense et dans les tribunaux hongrois on assiste à une véritable escrime d'opinions.

La salle du tribunal est une sorte de tribune du haut de laquelle l'accusé s'adresse aussi bien à l'opinion publique qu'aux juges. Cette tribune est, du reste assez réduite, car les juges limitent naturellement autant que possible les déclarations. Néanmoins les débats sont publics et on en fait des comptes rendus. Tous les rédacteurs ou hommes politiques, ou réformistes hongrois, même aux idées libérales modérées, se trouvent continuellement en danger d'emprisonnement. Aussi chaque procès permet-il à leurs idées une diffusion plus large et qui devient encore plus ample quand ils souffrent pour elles.

Pour la première fois, depuis la victoire de la contre-révolution, le communisme et le socialisme de gauche ont trouvé une plateforme en Hongrie. Les déclarations des accusés sont reproduites entièrement non seulement dans le"Pester Lloyd" mais aussi dans la "Nepzada" socialiste qui est lue par les ouvriers. Ces déclarations produisent une grande impression parce qu'elles expriment d'une façon claire, simple, puissante, des convictions socialistes, mais aussi par la manière dont elles sont exprimées.

Rakosi a produit une très forte impression.Il parle d'un ton extrêmement méprisant. Il semble être tout à fait à son aise et agit comme s'il condescendait à répondre aux questions posées.

Le prédisent se met parfois en colère contre lui, l'invite à n'être pas aussi insolent ou à sortir les mains de ses poches. Rakosi veut bien le faire, mais il a l'air de quelqu'un qui pourrait aussi bien refuser. Quand il développe ses arguments politiques, il le fait avec une grande force, une grande persuation. L'avocat général lui-même est obligé d'adminer son courage.

L'impression que Rakosi et d'autres de ses camarades font sur les ouvriers de Budapest, qui depuis la chute de Bela Kun ne connaissent que de timides socialistes conservateurs de la "Neuszada" est profonde.

C'est ainsi que Rakosi apparaît, à tort ou a raison, aux yeux de beaucoup, comme une figure héroïque, et dans les usines, les mines, les fabriques de Hongrie, son nom est prononcé non à voix haute, mais à voix basse, comme celui d'un prophète des idées nouvelles.

Rakosi est accusé conformément à l'article 3 de la loi d'exception de I92I qui prévoit la peine maximum de cinq années pour tous ceux qui fondent ou dirigent une organisation visant à détruire ou renverser violemment l'Etat ou la société pour instaurer, par la violence, la dictature d'une classe. La loi ne mentionne pas le mot communiste, mais elle est dirigée évidemment surtout contre le communisme.

Le cas de Rakosi n'est pas épuisé par ce seul article de l. i. Après la chute de Bela Kun, Rakosi a été condamné à mort comme un des commissaires du peuple de la république hongroise des conseils. Sa condamnation n'est pas prescrite de sorte, que théoriquement du moins, c'est un condamné à mort. Sa rentrée volontaire en Hongrie pour y organiser le parti communiste en apparaît d'autant plus hardie."

YOUGOSLAVIE

ENFER DE POZAREVAC.-

Nous extrayons d'une lettre d'un prisonnier enfermé dans la prison de Pozarevac quelques détails qui ne donneront qu'une faible idée des cruautés horribles qu'on y fait subir aux détenus politiques.

Tous les prisonniers politiques sont au régime de droit commun et on les fait travailler I6 heures par jour. Ils n'ont pas le droit de se promener.

La nourriture est infecte. Dans le pain qu'on leur donne les prisonniers trouvent tous les jours des insectes, des pierres, des clous, des souris ou des rats grillés qu'on y met exprès. Pendant des mois on sert la même soupe pour le déjeuner et le diner. Pendant la distribution de la soupe, les prisonniers sont souvent battus et maltraités.

Tous les quinze jours un médecin vient examiner les malades. Il a pour principe de ne rester jamais plus d'une demi-heure, et il y a toujours environ 250 malades à examiner.

Pour avoir le droit de travailler aux ateliers, il faut donner des pots de vins au commandant, qui, d'ailleurs s'approprie tous les objets fabriqués et les vend pour son compte.

La plupart des prisonniers sont forcés de travailler aux champs. Les heures de travail, sont de 4 heures du matin à midi, de deux heures à neuf heures du soir. Les geoliers s'approprient le salaire des prisonniers. C'est ainsi que le commandant de la prison qui a un traitement de I500 dinar par mois, a pu épargner plus de 250.000 dinar.

Tout prisonnier qui a fait 3/4 de sa peine, a droit à un régime de demi-liberté. Mais on ne donne, en fait cette demi-liberté qu'à ceux qui donnent des pourboires au commandant. Ainsi, il arrive que des assassins et des condamnés jouissent d'un régime de demi-liberté, avant le terme, tandis que des prisonniers politiques continuent a être enfermés, bien qu'ils soient déjà en prison depuis 7 ans, sur 8. Il n'y a pas longtemps, un des "demi-libres", le bandit Peter Panic, a cambriolé un magasin de bijoux à Pozarevac. Encore à ce jour, la femme de l'administrateur de la prison, la femme et la belle-soeur du commandant, et la maîtresse du professeur attaché à la prison, portent quelques uns des bijoux cambriolés.

En plus de ces tortures systématiques par la fatigue et la faim, le commandant Ivanovic, fait subir à ces prisonniers une série de tortures destinées à les assassiner lentement. Chaque nouveau détenu est longtemps fouetté et dans ce but, on l'oblige à courir au milieu de deux rangs de soldats dont chacun est muni d'un nerf de boeuf ou d'une crosse. Après ce "baptème" le détenu est obligé de faire les travaux les plus vils, et on le bat à chaque occasion.

QUI SONT LES BOURREAUX.-L'administrateur de la prison est un beau-fils de Nicolas Pachitch, et c'est déjà beaucoup dire. Il s'appelle

Swetislar Marcovic. Il a été jadis secrétaire de la police,mais on l'a renvoyé du service policier parce qu'il avait volé des timbres. Grâce à la protection de Nikolas Pasic, lui même, on l'a nommé administrateur de cette prison, où il est devenu la terreur de tous les macédoniens et albanais qui lui sont confiés.

Sa main droite, c'est le commandant Milan Ivanovic, c'est un homme gravement atteint par la syphilis et dont la place serait plutôt dans un asile d'aliénés. Pendant la guerre sa cruauté lui a valu une triste gloire.

LES VICTIMES.-Ce système"d'éducation" a déjà fait de nombreuses victimes. Le prisonnier Mustafe Kamber de Pec est devenu fou à cause des souffrances. Son frère Edriz est mort faute d'assistance médicale. Le prisonnier Krstow de Bifoly est en agonie,Trajko Atanasow de Prilep a tenté de se donner la mort. L'année dernière plusieurs détenus sont morts à cause de ces traitements terribles qu'on leur fait subir.

Dans cet enfer on détient, plus de cent prisonniers politiques.

E S P A G N E

LE PLEBISCITE DU PEUPLE ESPAGNOL SOUS LE BAILLON DE PRIMO.-

Les journaux nous apportent la nouvelle d'une dernière trouvaille de Primo: le plébiscite, pour"célébrer" le troisième anniversaire de son coup d'Etat du I3 Septembre I923.

En effet tous les dictateurs sont obsédés par le désir d'être plébiscités, Mussolini, Pangalos....et de Rivera!...

Avec un peuple baillonné, sous le règime de l'arbitraire le plus éhonté, pendant que la terreur blanche règne souverainement il est facile d'obtenir un plébiscite favorable.

En Italie les consentements pour le "Duce" sont dus au "Santo Manganello" (la sainte matraque), selon l'expression fasciste.En Grèce, on sait bien par quelles méthodes Pangalos obtint sa majorité "éclatante". En Espagne, le règime digne de l'Inquisition, instauré par Primo nous dit d'avance ce que sera le "plébiscite".

Celui-ci n'est sans doute qu'une manoeuvre policière pour pouvoir mettre à l'index ceux qui oseront voter contre de Rivera, pour les traquer; les emprisonner ensuite, ou les assassiner à l'aide des "pistoleros"

De Rivera, pour donner la preuve que son plébiscite se fait en "pleine liberté" commence déjà à arrêter et jeter dans les cachots les opposants les plus irréductibles à son régime de terreur.

Le 23 Juin, ont été en effet arrêtés Juan Andrade,ancien directeur de "La Antorcha" de Madrid; Atadell et Hontoria Evaristo Gil et Torralva ont eu le même sort.

Ils ont été tous mis en prison sans aucune raison plausible.

A Bilbao, un autre militant a été emprisonné: Daniel Martin ancien membre du C.C. du P.C. d'Espagne. Un nombre assez élevé d'arrestations ont eu lieu dans d'autres localités, mais les autorités politiques et policières les tiennent cachées, car la dictature de de Rivera, veut faire semblant qu'en Espagne il n'y a pas de réaction. Plusieurs détenus, comme Andrade et Ulabillos, sont restés seize jours sans pouvoir communiquer avec personne, et sans pouvoir lire aucun journal. Le ré-

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

gime odieux auquel sont soumis les prisonniers politiques devient de plus en plus insupportable. C'est ainsi que les dernières nouvelles qui nous parviennent nous font savoir que quelques émeutes de prisonniers ont eu lieu à Barcelone. Une rencontre violente se serait déroulée entre prisonniers politiques et gardiens. A la suite de ces évènements les prisonniers auraient été mis dans des cachots, véritables cercueils debouts.

Tout dernièrement a été arrêté le militant communiste Esteban, sans inculpation aucune.

C'est donc ainsi que Primo prépare son plébiscite!..

ITALIE

LA SOLIDARITE PROLETARIENNE EST PUNIE.-

A Erba vient d'être jugé un procès contre des ouvriers coupables d'avoir abandonné leur travail en signe de solidarité envers un camarade congédié injustement.

Ces ouvriers ont été condamnés en application de la loi du 3 Avril I926, traitant de la discipline juridique des rapports collectifs du travail. On sait que dans l'article I3 de cette loi il est dit, entre autres, que les grèves sont interdites. L'acte de solidarité des ouvriers de la manufacture Trezzi, à Erba, a été retenu comme ayant le caractère d'une grève.

Cela démontre clairement que le règime fasciste n'est qu'un règime d'esclavage appliqué aux salariés.

PETIT EXEMPLE DE JUSTICE FASCISTE.-

Sur délation de quelques fascistes, le tenancier d'un petit restaurant et plusieurs clients, ont été condamnés à 6 mois de réclusion et à payer 400 lires d'amende chacun pour avoir soidisant prononcé des mots injurieux contre Mussolini.

Donc, sans preuves et par la seule déposition de deux fascistes, plusieurs personnes ont été condamnés à des peines assez sévères.

Nous relevons ce fait, qui par lui-même n'aurait pas une très grande importance, car des faits pareils se répètent tous les jours dans le pays de Mussolini. Les faits montrent l'arbitraire le plus odieux existant en Italie et d'autre part ils démontrent que la justice de là bas n'est plus qu'une atroce ironie.

[illegible]AUCHEMAR DES FASCISTES.-

Si un jour on devait apprendre que la tour penchée de Pise est disparue, on est sur, que le gouvernement fasciste et ses acolytes accuseraient Moscou d'en être le coupable, et au cri de "Ils ont volé la tour de Pise" ils déclancheraient un pogromm anti-ouvrier.

En effet ces derniers jours les vaillantes travailleuses de Molinella, ont refusé de travailler, ne voulant pas se soumettre aux impositions fascistes en matière de réglementation du travail. Le journal du syndicalisme de Rossoni "Il L[illegible] d'Italia" se saisit de ce fait pour crier que les travailleuses des champs de Molinella " ont été aidées et subventionnées par Moscou"

D'autre part, le même journal dit que le fasciste R[illegible]gzi, le notoire négrier de main d'oeuvre, a été blessé "pour avoir expliqué une oeuvre d'encouragement au travail"

On sait bien comme cet homme "encourage au travail" les salariés agricoles, d'abord c'était par l'huile de ricin, maintenant c'est pas l'intimidation, la matraque et la contrainte par la famine.

LE BULLETIN DE LA REACTION.-

Le dernier bulletin de la réaction correspondant à la première décade de Juillet est le suivant:

Blessés....................3
Agressions................I5
Condamnations.............22
Perquisitions.............9I
Arrestations.............3II
Journaux saisis...........I3
Organisations ouvrières
dissoutes..................I

Ce bilan n'a pas besoin de commentaires. Toutefois il faut faire ressortir un fait important. Les masses ouvrières commencent à riposter aux attaques fascistes. Partout gronde la colère ouvrière, qui se manifeste dans plusieurs localités par des actes de rebellion aux brimades fascistes. Le gouvernement sent qu'un lent mouvement dans les couches prolétariennes devient peu à peu plus fort. A cela il veut répondre en faisant des arrestations en masse et en augmentant la pression sur les classes travailleuses.

C O R E E

La police japonaise a commencé des poursuites contre les éléments extrémistes de la Corée. Trois cents personnes environ ont été arrêtées.

L I T H U A N I E

AMNISTIE POLITIQUE EN LITHUANIE.-

KOWNO.-Le nouveau président de la république, le Docteur Grinium a proclamé l'amnistie politique. On a libéré immédiatement quatre cents prisonniers politiques, à Kowno, Poniewicz et d'autres villes lithuaniennes. Environ quarante procès politiques ont été liquidés.

AU PARLEMENT LITHUANIEN.-

I.T.A. Kowno..

A la séance du sejm lithuanien du I8 Juillet, le président du Conseil Slezewitchus a expliqué que le gouvernement précédent a dépensé des millions pour subventionner les partis réactionnaires.

C'est ainsi que le quotidien juif "Zeit" était payé pour soutenir la politique du cabinet et diviser la population israëlite.

M.Slezewitchus a affirmé que le ministre précédent ...tras sera poursuivi pour délapidation de fonds publics.

-:-:-:-:-:-:-:-:-